

Ce rapport est produit par OCHA Haïti en collaboration avec les partenaires humanitaires. Il couvre la période du 8 au 14 juin 2021 et se base sur les informations et données disponibles à ce jour. Le prochain rapport sera publié le ou vers le 20 juin.

FAITS SAILLANTS

- Depuis le 1er juin, une recrudescence des affrontements inter-gangs a provoqué le déplacement d'environ 10 000 civils dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince. Les violences et les affrontements inter-gangs ont un impact direct et indirect sur l'ensemble de la population de cette zone. Des fusillades fréquentes et des barrages routiers réguliers limitent l'accès à des quartiers entiers et répandent la peur parmi la population
- Les autorités locales, la Croix-Rouge haïtienne, les ONG nationales et locales jouent un rôle essentiel en répondant aux besoins les plus urgents, mais en raison des ressources limitées disponibles et de l'accès restreint, moins d'un tiers des personnes déplacées reçoivent actuellement une assistance et aucune aide n'est fournie aux familles d'accueil ou à la population coincée à Martissant.
- La réponse initiale fournie est issue en partie des stocks de contingence à la saison des ouragans. Alors que les partenaires prennent ces mesures exceptionnelles, cela affectera les capacités de réponse des partenaires humanitaires aux impacts potentiels des ouragans. En tant que tel, le financement de ces opérations et de la reconstitution de ces stocks de contingence est nécessaire de toute urgence.
- Des violences basées sur le genre sont signalées parmi la population déplacée, avec des abus sexuels, y compris des viols, parmi les personnes déplacées, dans les familles d'accueil et comme offre de " sexe contre abri ". L'insécurité permanente limite les capacités de suivi et de traitement des besoins de prise en charge.
- La situation actuelle a également un impact sur d'autres départements, notamment dans la péninsule du Sud, en raison des limitations de la circulation des personnes et des marchandises.
- Les Nations unies appellent à la fin des violences pour permettre aux populations civiles de retourner dans leurs quartiers et de reprendre leur vie quotidienne et pour permettre l'accès humanitaire aux victimes.



Map Sources: OCHA, UNICEF, The Times Atlas of the World. The boundaries and names shown and the designations used on this map do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations. Map created in Sep 2013.



CHIFFRES CLES

650,0k

personnes affectées

500,0k

Martissant, Bas Delmas, Saint-Martin, Bel'Air

150,0k

dans les départements du sud

65,5k

ciblées pour une aide d'urgence

5,5k

PDI dans des sites organisés et spontanés

60,0k

à Martissant, Bas Delmas et dans les communautés d'accueil

13,9k

personnes déplacées internes

Bel'Air: 1 242 (Août 2020)

Tabarre Issa: 2 160 (Mars 2021)

Toussaint Brave: 413 (Juin 2021)

Bas-Delmas/St Martin: 3 500 (Juin 2021)

Carrefour: 1 500 (Juin 2021)

Autres: 5 110 (estimations au sein des familles d'accueil)

APERÇU DE LA SITUATION

Les affrontements meurtriers entre gangs rivaux dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince, causés par une reconfiguration des alliances entre gangs et des conflits territoriaux, se sont multipliés ces dernières semaines, avec une recrudescence significative depuis le 1er juin, alimentant un sentiment d'insécurité généralisé et entraînant des conséquences dramatiques pour la population civile. La situation risque de s'aggraver dans les semaines à venir, des gangs risquant de riposter pour reprendre le contrôle de territoires. En cette année électorale chargée, cette flambée de violence touche la capitale d'un pays qui compte déjà 4,4 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire, dont 3,5 millions présentent des vulnérabilités multidimensionnelles. Pour ajouter au défi, le taux d'infections et de décès dus au COVID-19 a plus que quintuplé au cours du mois dernier suite à l'arrivée de nouveaux variants. Deux des principaux hôpitaux traitant les patients atteints de COVID-19 à Port-au-Prince ont annoncé la semaine dernière qu'ils étaient débordés.

Ces incidents ont fait plus de 50 morts à ce jour et de nombreux blessés. Selon les informations reçues des partenaires locaux sur le terrain, les estimations préliminaires suggèrent que plus de 10 000 personnes ont fui leurs maisons depuis le 1er juin, en particulier de Martissant, Bas Delmas et Saint Martin. Cette augmentation des déplacements s'ajoute aux quelques 3 900 personnes déplacées au cours des 9 derniers mois, notamment à Bel'Air, Tabarre Issa, Camp La Piste et Delmas 75, ce qui porte le nombre total de personnes déplacées à près de 13 900 actuellement. La police nationale dans ces quartiers n'est actuellement pas en mesure d'assurer la sécurité et la protection nécessaires aux civils, laissant les populations vulnérables se débrouiller seules. La police elle-même est la cible des gangs, qui ont pris d'assaut huit postes de police et tué huit policiers au cours de la première semaine de juin, emportant des armes et des équipements de police tels que des gilets pare-balles et des radios.

CONSEQUENCES HUMANITAIRES

A Martissant, la récente recrudescence des affrontements entre gangs s'est aggravée ces derniers jours, entraînant l'incendie et le pillage de maisons, des morts et des blessés parmi la population civile. Des membres de gangs ont attaqué plusieurs postes de police à Martissant et dans son voisinage et ont agressé deux journalistes qui couvraient la situation des personnes déplacées. Les habitants ont rapporté que certains cadavres sont laissés pour compte dans les rues et que les membres des gangs demandent de l'argent pour remettre les défunts à leurs proches.

Une importante communauté de plus de 1 500 personnes s'est installée dans le centre sportif de Carrefour, mais les autorités locales ont indiqué que le site actuel n'est pas adapté à un séjour de longue durée et qu'au-delà des prochaines semaines, les personnes déplacées devraient rentrer chez elles ou se déplacer vers d'autres lieux plus adaptés. Malgré la légère amélioration des conditions de sécurité entre le 7 et le 10 juin, la situation reste très volatile. Les rues ont été ouvertes pendant quelques heures, permettant la livraison de produits de secours au centre sportif de Carrefour. Cependant, les affrontements entre gangs ont repris le matin du 11 juin, avec des témoignages faisant état de membres de gangs lourdement armés marchant dans le quartier de Martissant.



Personnes déplacées internes hébergées au Centre Sportif de Carrefour. Crédit photo : OCHA

Les affrontements entre gangs dans les quartiers de Bas-Delmas et de Saint Martin ont déplacé 3 500 personnes supplémentaires qui se sont retrouvées piégées dans la zone. Quelques centaines de personnes sont encore dans les rues, d'autres ont trouvé refuge à l'église protestante de Lakou Zamor à Delmas A1.

Alors que plusieurs centaines de personnes seraient abritées sur de nombreux sites, les estimations indiquent que quelque 5 110 personnes ont trouvé refuge dans des familles d'accueil et sont dispersées dans Port-au-Prince ou ont fui vers d'autres provinces. Le nombre total et la localisation des personnes déplacées sont en cours d'évaluation et les chiffres seront mis à jour au fur et à mesure de la transmission de nouveaux rapports.

Un nombre inconnu de personnes sont toujours piégées dans le quartier de Martissant et dans d'autres zones, sans accès aux services essentiels tels que la santé, l'eau, les abris et avec un risque élevé de problèmes de protection. Les effets des affrontements armés entre gangs et des barrages routiers spontanés dans ces zones ont un impact considérable sur la population entière. Les implications secondaires comprennent la perturbation du fonctionnement social au niveau communautaire, la séparation des familles, l'augmentation des charges financières pour les familles d'accueil, la fermeture forcée des écoles, la perte des moyens de subsistance et une peur généralisée et un traumatisme parmi les populations touchées. Dans un communiqué de presse, MSF a déclaré que la violence met en péril ses activités médicales et l'accès aux soins de la population. Selon l'organisation humanitaire, le système de santé n'est pas seulement mis à rude épreuve par l'insécurité mais aussi par l'augmentation actuelle des cas de COVID-19, le manque de financement et le niveau élevé des besoins médicaux.¹

Le risque d'épidémies de COVID-19 parmi les populations déplacées est tout aussi préoccupant.

L'insécurité persistante restreint non seulement les déplacements des personnes, y compris les navetteurs quotidiens et les commerçants d'autres provinces, mais elle entrave également l'acheminement des marchandises, notamment de l'aide humanitaire, vers ces quartiers et au-delà. Elle a également un impact sur les départements de la péninsule du Sud, notamment sur l'acheminement de l'aide humanitaire. Le blocage du passage au niveau de Martissant a retardé le planning de livraison et la distribution de nourriture dans le département du Sud-Est pour 10 000 personnes. Le report des distributions de transferts monétaires à Petit Goâve, Grand Goâve et Léogane, situés à environ 60 km à l'ouest du principal site de déplacés, concerne 100 000 personnes. Par ailleurs, la supervision des activités du PAM a été perturbée et la collecte des données est retardée dans les départements des Nippes et du Sud-Est en raison de l'entrave à la circulation du personnel.

Par ailleurs, les livraisons de denrées alimentaires aux cantines scolaires sont également interrompues, touchant 185 écoles du département du Sud-Est et 128 écoles du département de la Grand'Anse, compromettant la distribution de

¹https://press.msf-azg.be/haiti--la-violence-met-en-peril-les-activites-medicales-de-msf-et-lacces-aux-soins-pour-la-population?_ga=2.34709217.1311075993.1623394569-715205004.1559811226#

repas scolaires à environ 55 000 enfants dans les départements de la Grand'Anse, et dans plusieurs communes du Sud-Est. Le changement d'itinéraire et l'organisation d'escortes par la police nationale entraînent jusqu'à 8 jours de retard. Les partenaires de l'aire métropolitaine (Martissant, Bas Delmas, Bel Air) signalent en outre une mise en veille totale ou un ralentissement des activités, comme les interventions de l'EHA dans huit écoles.

De nombreux rapports font état de violences et d'abus sexuels pendant les attaques, notamment sur des mineurs et des jeunes filles, ainsi que dans les familles d'accueil. Les services liés à la VBG sont limités, car plusieurs centres de santé sont fermés ou fonctionnent avec des capacités limitées dans les zones touchées, les patients et les membres du personnel ne pouvant accéder aux centres. L'accès limité peut également conduire à une mauvaise identification des personnes les plus vulnérables qui se trouvent en dehors des sites et qui ont besoin de protection. Les organisations travaillant sur les questions de protection ne sont pas seulement confrontées à des difficultés dans la mise en œuvre de leurs programmes et projets dans le Sud et dans le suivi des activités, elles sont également confrontées à des limitations dans la réponse aux demandes de protection, laissant les besoins de protection non satisfaits.

Les personnes handicapées et les personnes âgées font partie des groupes de population les plus touchés par le climat d'insécurité (criminelle, alimentaire, sanitaire) qui règne dans le pays, notamment dans les quartiers pauvres de la zone métropolitaine de Port-au-Prince. Du 1er au 3 juin, dans une école spécialisée de Fontamara, les enseignants, les élèves handicapés et leurs parents n'ont pas pu rentrer chez eux de peur d'être lynchés. La direction de l'école a été obligée de les nourrir et de les loger dans des conditions difficiles. A Delmas, une jeune fille de quinze ans a été violée par des hommes armés en présence de son père, qui est malvoyant. Dans certains cas, les "déplacés forcés" ont été contraints d'abandonner leurs parents âgés, dont la mobilité est réduite.

En outre, l'insécurité générale dans le pays pousse la population haïtienne à emprunter des voies illégales pour rejoindre les pays voisins. Plusieurs migrants rapatriés interceptés en mer par les garde-côtes ont indiqué que la principale raison de leur fuite est l'insécurité et la violence perpétrée contre la population.

Les répercussions sur les marchés et les perturbations potentielles des approvisionnements en carburant sont également une source de préoccupation immédiate

DEFIS

L'un des principaux défis est l'accès et la sécurité pour l'acheminement de l'aide humanitaire. En raison de la situation sécuritaire, l'accès à certains des sites de déplacés, en particulier les zones de Carrefour et de Bas-Delmas, est difficile depuis Port-au-Prince. A Martissant, des "fenêtres" de quelques heures permettent le transit sécurisé de certaines livraisons avec une escorte. Cependant, la situation est très volatile, ce qui oblige les partenaires humanitaires (notamment la Croix-Rouge haïtienne et les ONG locales et nationales) à négocier l'accès et à prendre toutes les mesures possibles pour atténuer les risques de sécurité. Les partenaires étudient les meilleures solutions possibles pour l'acheminement des secours, notamment l'utilisation de l'hélicoptère de l'UNHAS et de la voie maritime. Les limitations d'accès actuelles nécessitent une réponse logistique bien coordonnée et rationalisée de la part des partenaires, y compris le regroupement des cargaisons pour limiter le nombre de livraisons nécessaires.

Ces contraintes affectent aussi directement la population haïtienne. Les rapports faisant état d'un accès limité aux établissements de santé et aux services de base depuis et vers les quartiers touchés sont particulièrement inquiétants. Les gens sont piégés dans leurs quartiers et ne peuvent pas se déplacer librement. Des images ont circulé de piétons marchant, à la demande des gangs, les bras levés en l'air.

L'accès limité affecte également la capacité des partenaires humanitaires à identifier les besoins et la localisation des personnes déplacées qui ne se trouvent pas dans les sites identifiés reste un défi important, car beaucoup sont dispersées dans la zone métropolitaine ou se sont réinstallées dans les provinces avec des proches.

En plus des défis mentionnés ci-dessus, une stratégie de réinstallation à long terme des personnes déplacées ayant perdu leur maison à la suite de destructions et d'incendies est nécessaire, ainsi qu'une solution durable pour la population temporairement déplacée actuellement abritée dans de grandes installations telles que le centre sportif. Dans ces grands sites, les risques de propagation du COVID-19 et la protection restent une préoccupation.

Au milieu de toutes ces considérations, l'environnement opérationnel reste celui d'une pandémie. Depuis mai 2021, les infections et les décès dus au COVID-19 ont plus que quintuplé suite à l'arrivée de nouveaux variants. Officiellement,

Haïti a enregistré au 5 juin 15 895 infections et 333 décès dus au COVID-19. Bien que ces chiffres soient relativement bas par rapport à d'autres pays d'Amérique latine et des Caraïbes, les données sont limitées en raison des faibles taux de dépistage, ce qui amène beaucoup à penser que les chiffres réels sont beaucoup plus élevés. En outre, la surpopulation hospitalière due au COVID-19 réduit les capacités de prise en charge des blessés et des personnes touchées par la violence, y compris la VBG. Cette situation est préoccupante tant pour la population que pour le personnel humanitaire. Plusieurs cas confirmés ont été signalés au sein de la communauté humanitaire, certains nécessitant une évacuation médicale. En tant que telle, la réponse humanitaire nécessite des mesures de confinement et d'atténuation de la COVID-19, tant pour le personnel que pour la population déplacée, en particulier celle abritée dans des espaces surpeuplés

Plusieurs donateurs soutiennent les efforts de réponse des agences de mise en œuvre (par exemple ECHO et BHA) mais les ressources disponibles restent limitées.

BESOINS HUMANITAIRES

Au moins 5 500 des personnes récemment déplacées de Martissant, Delmas 75, Bas-Delmas et Saint-Martin ont un besoin immédiat d'assistance. Selon les autorités locales et les partenaires locaux sur le terrain, les besoins les plus urgents sont l'eau potable, l'assainissement et l'hygiène, les abris, la nourriture, les kits de literie, l'accès à une assistance sanitaire et nutritionnelle, et le soutien psychosocial.

Alors que la réponse aux déplacements a été principalement axée sur les personnes abritées au Centre sportif de Carrefour - actuellement le plus grand site d'hébergement - les partenaires reconnaissent néanmoins l'importance de la couverture de la réponse pour tous les sites, y compris les sites spontanés et les familles d'accueil, et sont préoccupés par les implications plus larges de la situation actuelle. Dès que les conditions de sécurité le permettront, une protection d'urgence, une assistance sanitaire et EHA seront fournies dans les quartiers de Martissant et de Bas-Delmas pour au moins 60 000 personnes, en particulier les femmes et les enfants ainsi que les personnes âgées et les personnes handicapées.

Un soutien en espèces est nécessaire pour les personnes cherchant à se réinstaller de Port-au-Prince vers les provinces, par le biais de services de réunification familiale et d'aide au transport, ainsi qu'un soutien pour un logement temporaire.

En outre, 1 242 personnes déplacées du Bel-Air et 2 160 de Tabarre Issa qui ont vu leurs maisons détruites ont toujours besoin d'une aide d'urgence et d'un soutien psychosocial et ont besoin d'un soutien pour une réinstallation à long terme, d'argent, de vêtements, d'un accompagnement pour l'éducation et des moyens de subsistance. Les activités de relocalisation, y compris le soutien psychosocial et médical pour ces personnes déplacées sont en cours mais ralenties en raison de l'insécurité et des risques accrus liés au COVID.

Il est urgent de financer des interventions spécifiques pour répondre aux besoins des populations déplacées et des communautés d'accueil et pour améliorer l'accès aux services essentiels pour les familles, en particulier les femmes et les enfants piégés dans les zones de conflit. Conformément à l'agenda de la localisation, les partenaires humanitaires souhaitent s'assurer que la réponse humanitaire soit menée par les partenaires locaux. Ceci est particulièrement pertinent pour cette urgence étant donné que la gestion de l'insécurité accrue et de l'accès humanitaire limité nécessite des connaissances et des réseaux locaux éprouvés pour accéder à la population cible.

REPONSE HUMANITAIRE

Les partenaires des secteurs ont tenu une réunion de coordination intersectorielle le 7 juin pour planifier les activités de réponse actuelles et à venir. Les participants ont convenu de réactiver le secteur de la coordination et de la gestion des camps (CCCM), codirigé par l'OIM et l'Unité de Construction de Logements et de Bâtiments Publics (ULCBP), une agence de l'Etat haïtien.

Le samedi 6 juin, le centre sportif de Carrefour a été ouvert comme abri, principalement pour accueillir les personnes déplacées de Martissant, Fontamara, Bas-Delmas. Les opérations de réponse sont dirigées par la municipalité, avec le soutien de la protection civile (DGPC), des ONG et des agences des Nations Unies. Une mission de haut niveau du HCT a eu lieu le 8 juin pour évaluer la situation sur le terrain. Dans le cadre de cette structure de coordination, la DGPC, l'UNICEF, l'OIM, ADRA, la DINEPA, APRONHA, la ligue des pasteurs de Fontamara, la Croix-Rouge haïtienne, IMED

AYTI, le PAM, le FNUAP et OCHA ont adopté un plan d'action de cinq jours pour fournir 3 000 repas par jour, des kits d'hygiène et de l'eau en quantité suffisante sur place, ainsi que pour installer des latrines mobiles. L'ONU et ses partenaires mobilisent également des stocks d'intervention depuis les entrepôts de Jacmel et des Cayes, dans le sud d'Haïti, les stocks de Port-au-Prince restant inaccessibles pour des raisons de sécurité.

Dans le district de Saint-Martin, récemment touché, l'Armée du Salut a pris en charge la coordination et la distribution de l'aide, car l'accès est difficile pour les autres acteurs en raison des activités des gangs dans la zone. Les agences de l'ONU et les ONG nationales et internationales collaboreront étroitement avec l'Armée du Salut, dont les ressources limitées ne comprennent que 10 volontaires et aucun moyen de transport disponible. OCCED'H (Organisation des Coeurs pour le Changement des Enfants démunis d'Haïti), une ONG nationale, a mené une évaluation sur le terrain et a exprimé de sérieuses inquiétudes quant aux conditions des nombreux enfants et filles qui auraient été victimes de VBG. L'ONG a également mentionné la présence de nombreuses personnes handicapées, âgées et isolées. Les habitants de Bas-Delmas qui se sont réfugiés dans le quartier Saint Martin sont démunis et manquent de tout.

En général, les opérations de réponse doivent s'assurer que le plastique et les déchets sur les sites de PDI sont réduits et que des solutions durables et vertes soient préconisées.

Les efforts de réponse suivants sont mis en œuvre par les partenaires sectoriels respectifs.

Coordination et gestion des camps

Besoins:

Avec une présence croissante d'acteurs s'impliquant dans la réponse, une réponse CCCM efficace nécessitera une coordination structurée et efficace des abris, des NFI et des sites de déplacés internes. Il est essentiel de localiser et d'enregistrer les nouvelles personnes déplacées et de comprendre leurs besoins. D'autres zones inaccessibles doivent être évaluées. Pour réduire les déchets, il faut privilégier les articles lavables sur les sites. Les informations sur l'accès aux services de base dans les zones d'origine manquent à ce stade pour l'élaboration d'une stratégie adaptée de fermeture des sites, qui devrait s'accompagner d'un transfert des besoins d'urgence vers les besoins à long terme.

Réponse:

Le secteur CCCM a été réactivé par l'OIM en tant que co-responsable avec l'Unité de Construction de Logements et de Bâtiments Publics (ULCBP) le 10 juin, afin de soutenir les efforts de coordination dans tous les sites de déplacés et de collecter des informations dans d'autres zones de déplacement. Actuellement, ce groupe travaille en étroite collaboration avec le groupe de travail Shelter/NFI pour soutenir la coordination du site du centre sportif entreprise par la municipalité de Carrefour, la DGPC et les autres partenaires présents sur le terrain (CR, ADRA, IMED AYTI, DINEPA, OCHA, PAM, UNICEF, OIM). La coordination des opérations d'urgence au niveau communal a également été activée.

Une réorganisation du site du centre sportif de Carrefour et de sa gestion a eu lieu le 9 juin. Une formation sur la gestion des abris et l'enregistrement des personnes déplacées a eu lieu le 11 juin, incluant les modules COVID-19 et PSEA. L'objectif était de renforcer les capacités des acteurs locaux et de soutenir la DGPC présente sur le site.

L'OIM a lancé une analyse du marché du logement dans le département de l'Ouest. Les activités de relocalisation des personnes déplacées de Bel'Air et Tabarre Issa ont commencé cette semaine. L'OIM a lancé une campagne de sensibilisation et les familles choisissent leurs maisons. En raison de COVID-19, le suivi des familles se fait par téléphone, tandis que le soutien médical et psychosocial est toujours en cours. Les personnes déplacées seront relogées dans les 4 à 8 semaines à venir. ADRA finalise sa logistique pour aider les personnes déplacées de Bel'Air.

L'UNICEF lance une enquête par le biais de la plateforme U-report à travers le réseau de plus de 1500 jeunes de Carrefour pour obtenir des informations indicatives sur les déplacés internes hébergés par des parents ou des connaissances dans la région ou dans les villes voisines. En outre, l'UNICEF organise une enquête qui sera menée par des organisations religieuses et d'autres organisations communautaires partenaires pour évaluer le nombre de personnes déplacées sans abri, leur localisation et leurs besoins les plus urgents afin de développer une stratégie de réponse d'urgence pour eux et pour les familles d'accueil.

Lacunes et contraintes:

En raison de la nature de cette crise, la collecte de données doit être renforcée afin d'adapter l'aide en fonction des besoins et de donner la priorité aux groupes de population les plus vulnérables.

Espèces / Bons d'achat

Besoins:

Les solutions d'hébergement personnalisées, telles que les modalités de transfert monétaire (par exemple, les bons pour les matériaux) ou les loyers en espèces, doivent être adaptées au contexte et au type de déplacement

Réponse:

La Municipalité de Delmas a fourni une aide en espèces pour payer le transport des personnes cherchant à se reloger ailleurs. La Municipalité de Carrefour a soutenu certaines familles déplacées, en les aidant à quitter le centre sportif de Carrefour pour se loger temporairement chez des parents ou des connaissances dans la région ou dans d'autres départements

L'ONG internationale AVSI et l'OIM ont fourni une aide en espèces à 222 ménages déplacés dans la région de Fontamara. Grâce à cette initiative, les personnes les plus vulnérables de Fontamara ont pu bénéficier d'une assistance.

Education / Protection de l'enfance / CAC

Besoins:

Les centaines d'enfants qui sont actuellement déplacés ont besoin d'un soutien psychosocial et d'espaces adaptés aux enfants pour les activités de loisirs. La sensibilisation aux changements de comportement doit être renforcée en s'appuyant sur différents thèmes tels que les pratiques familiales essentielles. Les enfants qui ont dû abandonner leur école ont besoin d'être soutenus par des solutions alternatives, en donnant la priorité à ceux qui passent des examens de fin de cycle.

Réponse:

Les agences de l'ONU ont envoyé deux kits de loisirs, un kit de développement de la petite enfance (DPE) et des bâches pour établir des "espaces amis des enfants" et mettre en œuvre des activités éducatives et récréatives pour les enfants dans le centre sportif de Carrefour. Des activités psychosociales sont prévues avec REFCAD, grâce au soutien de l'UNICEF, pour les enfants et les plus vulnérables, avec des activités telles que des groupes de discussion, des références de cas de protection et un soutien aux plus vulnérables. Les partenaires du secteur avec le ministère de l'éducation cherchent des moyens de proposer des solutions alternatives aux enfants qui ont dû abandonner leurs écoles. Des activités de plaidoyer et de communication avec les communautés (CaC) sous différents thèmes sont en cours de planification.

Sécurité alimentaire

Besoins:

Les 13 900 personnes déplacées ont un besoin urgent d'aide alimentaire et l'accès à la livraison de rations alimentaires dans le cadre des programmes actuels doit être assuré en priorité.

Réponse:

Les autorités locales de Carrefour, l'église familiale Tabernacle de la Louange et ADRA ont distribué plus de 1 000 repas chauds aux personnes déplacées sur la place Fontamara entre le 5 et le 6 juin et deux repas chauds par jour aux personnes déplacées hébergées dans les centres sportifs de Carrefour. Le PAM fournit une assistance pour une période initiale de deux semaines à 1 500 personnes déplacées par le biais de distributions de nourriture en nature en utilisant son stock de contingence financé par l'USAID. Du riz, des légumineuses et de l'huile pour la préparation de repas chauds sont en cours d'acheminement.

Dans les régions de Bas-Delmas et de Saint-Martin, l'ONG locale Lakou Lape aide à nourrir les personnes déplacées sur le site de l'Armée du Salut. D'autres ONG nationales telles que Food For the Poor et le Rotary Club de Port-au-Prince pourraient être mobilisées pour soutenir davantage la distribution de nourriture à environ 3 500 personnes.


Santé
Besoins:

Des cliniques mobiles pour assurer des soins de santé de base aux personnes déplacées sont nécessaires de toute urgence, ainsi que des soins médicaux d'urgence. Des activités de sensibilisation à l'hygiène doivent être prévues. Compte tenu du risque d'épidémie de COVID-19 parmi les personnes déplacées, la distribution d'équipements de protection individuelle (EPI) et le dépistage du COVID-19 sont essentiels.

Réponse:

La Famille Tabernacle de Louange (FTL) a distribué 100 kits d'hygiène aux personnes déplacées dans l'église de Mont Carmel le 6 juin. Une clinique mobile est mise en place à Carrefour par la Mairie et une organisation locale le 10 juin pour les soins de santé de base. L'UNICEF apportera son soutien en fournissant du matériel médical pour la santé et la nutrition. La Croix-Rouge haïtienne (CRH) effectue quotidiennement un avant-poste médical (APM) pour les premiers soins.

Les agences des Nations Unies ont distribué des EPI tels que des masques et du gel désinfectant et ont mené des activités de sensibilisation et d'identification des cas de COVID-19 par le biais d'associations communautaires. L'OIM a fourni 2 000 masques lavables et des dépliants d'information sur le COVID-19.

Les autorités municipales sont en train d'identifier les structures sanitaires de référence, dont le HCR de Diquini/Arcachon 32 pour les tests COVID-19, l'hôpital de Carrefour pour les urgences, la maternité de Carrefour pour les femmes enceintes en travail/urgence et l'hôpital de Sigouneau (Léogane) et le HCR de Petit Goâve pour les soins COVID-19. L'UNICEF évaluera la capacité de ces structures.

Pour l'instant, des comités de gestion ont été mis en place pour l'entretien et l'hygiène des locaux.

Pour aider les personnes déplacées de Tabarre Issa, l'UNFPA, par l'intermédiaire de son partenaire d'exécution FOSREF, a déployé une clinique mobile qui a touché 165 femmes et distribué des kits de dignité et des kits pour les mamans.


Nutrition
Besoins:

Les mères devront être sensibilisées à l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant, à l'hygiène et aux mesures de prévention du COVID-19. Le dépistage de la malnutrition et le référencement des enfants de moins de cinq ans sont nécessaires. Le renforcement des institutions de santé voisines pour le traitement de la malnutrition aiguë doit également être envisagé.

Réponse:

Avec l'appui de l'UNICEF en aliments thérapeutiques (RUTF) et en médicaments essentiels, un point de traitement est opérationnel tous les mardis sur le site du Centre Sportif de Carrefour pour la détection et le traitement de la malnutrition aiguë.


Protection
Besoins:

Les réunions intersectorielles ont identifié les femmes enceintes et allaitantes, les personnes handicapées, les enfants non accompagnés et l'éclatement des familles comme des préoccupations prioritaires, ainsi que la PSEA, la GBV et le soutien psychosocial.

Réponse:

L'UNFPA a fourni des cliniques mobiles pour les femmes enceintes, et des "kits pour l'accouchement, les nouveau-nés et les jeunes" au centre sportif de Carrefour. Les agences des Nations Unies offrent des services de soutien psychosocial aux personnes déplacées, en plus de la ligne d'assistance téléphonique disponible 840. L'UNFPA est également prêt à offrir des sessions de sensibilisation sur la VBG avec les partenaires de mise en œuvre. MSF prévoit d'assurer un service minimum dans ses cliniques de VBG et d'ouvrir une clinique à Carrefour tout en continuant ses

services de VBG à Delmas 75, Bel Air et Tabarre. Des flyers de sensibilisation de la PSEA ont été distribués au centre sportif de Carrefour.

Le 6 juin, l'OPC a publié un communiqué de presse sur l'obligation de l'État de protéger la population. L'UNFPA plaide auprès des autorités pour garantir l'accès aux personnes (même pendant les jours de conflit) et la protection des prestataires de services, en particulier pour pouvoir fournir les soins nécessaires aux victimes de VBG dans les 72 heures suivant l'incident.

AVSI et l'OIM ont apporté leur aide à 222 cas de protection spécifique de personnes déplacées dans la région de Fontamara. D'autres partenaires, en coopération avec l'OPC, prévoient de fournir un soutien juridique et judiciaire, en mettant l'accent sur les VBG. La FHAIPH a fourni les coordonnées d'associations capables d'intervenir pour répondre aux besoins des personnes handicapées.

Shelter/NFI

Besoins:

Des articles non alimentaires (NFI) tels que des matelas, des couvertures, des vêtements, des kits d'abri, des kits de cuisine, des lampes de poche (solaires), sont nécessaires dans les différents sites. L'éclairage, en particulier près des toilettes et des douches, et les mesures de protection doivent être assurés pour toutes les personnes déplacées. Un système de contrôle et de sécurité pour accéder aux abris organisés et aux distributions, en particulier pour la population la plus vulnérable, doit être assuré.

Réponse:

L'UNICEF a soutenu la Mairie de Carrefour et la DGPC pour la distribution de 212 matelas et 70 bâches dans l'abri du Centre Sportif. 450 matelas supplémentaires et 500 couvertures de l'UNICEF seront envoyés par la DGPC depuis Port-au-Prince. L'OIM a fourni 1 200 couvertures, 2 000 masques lavables, 100 kits pour bébés et 2 000 services de vaisselle.

La relocalisation des personnes déplacées de Bel'Air a commencé cette semaine, et celle des personnes de Tabarre Issa est prévue prochainement. Une campagne de sensibilisation sur le processus de relocalisation est en cours ; compte tenu de la situation de COVID-19, la plupart des suivis se font par téléphone. Le centre d'enregistrement a été ouvert à Canapé Vert. La finalisation du processus est prévue dans les 4 à 8 semaines à venir.

Lacunes et contraintes:

Les partenaires utilisent les stocks prépositionnés pour la saison des ouragans afin de répondre à cette crise, limitant ainsi le matériel disponible pour un éventuel ouragan au cours des cinq prochains mois. Des lacunes dans les livraisons de vêtements, de chaussures, d'assiettes et de verres sont également signalées.

Water, Sanitation and Hygiene

Besoins:

Selon le comité communal de la DGPC et la mairie de Carrefour, le centre sportif de Carrefour dispose d'une eau par le réseau de la DINEPA mais elle n'est pas potable. Par conséquent, des produits de traitement de l'eau (Aquatap / chlore) sont nécessaires pour assurer une quantité suffisante d'eau potable.

Il est également nécessaire de disposer de davantage de postes de lavage des mains et de toilettes mobiles/jetables. La vidange régulière (désembouage) des toilettes doit être assurée. Du savon et du désinfectant pour les mains sont nécessaires pour les mesures de prévention du COVID-19. Les douches doivent être séparées pour les femmes et les hommes.

Il est important de planifier des activités de sensibilisation et de promotion de l'hygiène pour prévenir la propagation des maladies d'origine hydrique et du COVID-19.

Réponse:

L'UNICEF a fait parvenir à Carrefour de Port-au-Prince et des Cayes un total de 700 kits d'hygiène (pour cinq personnes chacun) et 20 kits de dignité (pour cinq familles chacun), 700 jerricans et 500 boîtes d'Aquatap (x50)

Pour l'instant, l'eau potable est fournie en sachets par la municipalité de Carrefour. Solidarités International a installé deux réservoirs souples (2.000 litres chacun).

ADRA a installé 20 toilettes mobiles. La DINEPA, à travers OREPA Sud et Ouest, assurera leur vidange par camion avec l'appui de Solidarités International. La Croix-Rouge a installé et gère deux stations de lavage des mains. Dix douches d'urgence (cinq pour les hommes et cinq pour les femmes) sont en cours d'installation par Solidarités International.

Lacunes et contraintes:

L'UNICEF et ses partenaires augmentent progressivement leurs capacités sur le terrain afin de répondre aux besoins d'urgence non satisfaits en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène, y compris dans d'autres sites de personnes déplacées, malgré les contraintes d'accès.

Logistique

Besoins:

Un accès inconditionnel à tous les quartiers affectés est nécessaire pour la livraison de l'aide ainsi que pour l'identification et le suivi des besoins. Dans la mesure du possible, des itinéraires alternatifs doivent être identifiés pour acheminer l'aide à la population ciblée.

Réponse:

Les ponts aériens de l'UNHAS transportant l'aide et les équipements vitaux pour les populations des zones touchées sont effectués depuis Port-au-Prince et d'autres endroits du pays afin de soutenir la communauté humanitaire dans sa réponse à l'urgence. Les livraisons sont également effectuées par la route, lorsque la situation sécuritaire et les barrages routiers le permettent.

Lacunes et contraintes:

Les solutions alternatives de transport aérien ne sont pas garanties car les capacités de l'UNHAS et des transporteurs privés sont saturées. En outre, les pénuries de carburant peuvent entraver les opérations qui nécessitent des véhicules, des générateurs pour faire fonctionner les équipements nécessaires, la chaîne du froid pour les pharmacies, les usines d'oxygène pour les soins des cas COVID.